

Subdivision de la Haute-Loire  
4, rue de la Passerelle  
43012 LE PUY EN VELAY Cedex

Téléphone : 04.71.06.62.30  
Télécopie : 04.71.09.14.25  
Internet : [www.auvergne.driv.gouv.fr](http://www.auvergne.driv.gouv.fr)

Affaire suivie par Lionel Lafay  
[Mél.lionel.lafay@industrie.gouv.fr](mailto:Mél.lionel.lafay@industrie.gouv.fr)  
03.384.LL.EM.doc

Le Puy en Velay, le 27 juin 2003

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN**  
Z.I. de Blavozy et St Germain Laprade

Rapport de l'inspecteur des installations classées  
au conseil départemental d'hygiène

Par arrêté préfectoral n° D2-B1/2000-001 du 5 janvier 2000, la Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN a été autorisée à agrandir et poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de pneumatiques de génie civil située sur la zone industrielle de Blavozy-St Germain Laprade.

Depuis cette date, la société Michelin a déclaré au préfet à plusieurs reprises des modifications de ses installations, d'importances relativement mineures, ou a fourni les informations nécessaires suite à la parution de nouvelles rubriques de classement.

D'autre part, certaines activités ont fait l'objet de nouvelles réglementations applicables d'ores et déjà ou dans un proche avenir.

.../...

Il convient donc de mettre à jour l'arrêté d'autorisation de cette usine, selon la procédure prévue à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, c'est-à-dire par arrêté complémentaire après avis du conseil départemental d'hygiène, de façon à modifier ou compléter d'une part la liste des installations classées et d'autre part les prescriptions techniques à respecter, pour les différentes activités énumérées ci-après.

### 1) Radiographie industrielle

Par lettre du 28 mai 2002, la société Michelin a déclaré une augmentation du niveau d'activité de son atelier de radiographie industrielle utilisé pour la détection des défauts dans les enveloppes fabriquées, dépassant ainsi le seuil de la déclaration de la rubrique n° 2950-1 (maximum annuel de 6 000 m<sup>2</sup> pour un seuil de la déclaration à 2 000 m<sup>2</sup> et de l'autorisation à 20 000 m<sup>2</sup>).

Cette activité est exercée sans aucun rejet d'eaux usées, tous les bains de traitement ou de rinçage étant récupérés et traités selon la procédure d'élimination des déchets industriels spéciaux. Cette pratique doit être entérinée au sein de l'arrêté d'autorisation.

### 2) Stockages de caoutchouc et groupes électrogènes

La société Michelin a déclaré le 21 novembre 2002 la répartition exacte des stockages de caoutchouc entre les matières premières, rubrique n° 2662, et les produits finis, rubrique n° 2663 qui n'existait pas lors de l'instruction de la demande d'extension courant 1999.

Dans le même courrier, elle a signalé la suppression de ses groupes électrogènes à compter du 1<sup>er</sup> août 2002.

### 3) Stockages de fioul domestique et compresseurs d'air

Par lettre du 11 juin 2003, la société Michelin a déclaré la suppression d'une cuve de 80 m<sup>3</sup> de fioul domestique (stockage lié aux groupes électrogènes), l'installation d'un nouveau compresseur de 90 kW et précisé la puissance de son installation d'aéroréfrigération qui avait été oubliée dans les dossiers précédents.

La puissance globale des installations de réfrigération et compression passe ainsi de 510 à 570 kW.

En ce qui concerne l'aéroréfrigération, il convient d'intégrer à l'arrêté d'autorisation les prescriptions générales relatives à la prévention de la légionellose. Ces prescriptions sont cependant bien connues de la société Michelin, qui a déjà effectué les campagnes d'analyses nécessaires et mis en place un système de désinfection automatique suite à des résultats dépassant les valeurs limites.

### 4) Emissions de composés organiques volatils (COV)

La directive européenne du 11 mars 1999, visant la réduction des émissions de COV dues à l'utilisation des solvants dans certaines activités industrielles, a été transcrite en droit français par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 qui a modifié celui du 2 février 1998 relatif aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En ce qui concerne le travail du caoutchouc, l'objectif est de limiter d'ici le 30 octobre 2005 la concentration des rejets à 20 mg/m<sup>3</sup> et le flux annuel des émissions diffuses à 25 % de la quantité totale de solvants utilisée. Toutefois ces valeurs limites ne sont pas

applicables si un schéma de maîtrise des émissions garantit que, par la réduction des consommations, un rejet à l'atmosphère équivalent pourra être atteint.

C'est vers cette dernière voie que s'oriente la société Michelin, car d'une part tous les rejets sont diffus et très difficiles à capter et d'autre part des efforts importants pour la réduction des consommations ont déjà été effectués ces dernières années et vont être poursuivis d'ici octobre 2005.

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation relatives aux rejets de COV doivent donc être modifiées pour tenir compte de cette nouvelle réglementation.

#### 5) Postes de nettoyage-dégraissage

Suite à la création de la nouvelle rubrique n° 2564 de la nomenclature des installations classées, la société Michelin a déclaré le 23 juin 2003 utiliser 5 machines contenant chacune au maximum 40 l de solvant organique pour le dégraissage de pièces métalliques, ce qui correspond au seuil limite de la déclaration fixé à 200 l.

Cette activité ne nécessite pas de prescriptions particulières en plus des prescriptions générales relatives aux déchets, aux émissions de COV ou à la prévention des risques qui sont applicables à l'ensemble de l'établissement.

#### 6) Rejets des chaufferies

Les prescriptions générales relatives aux chaufferies soumises à déclaration, ce qui est le cas de celles de l'usine Michelin, ont été modifiées par un arrêté du 15 août 2000 afin de transcrire la directive communautaire du 22 avril 1999 fixant des valeurs limites pour les rejets atmosphériques et celle du 26 avril 1999 concernant une réduction de la teneur en soufre de certains combustibles liquides.

Les prescriptions correspondantes de l'arrêté d'autorisation de l'usine Michelin doivent donc être modifiées en conséquence. Il s'agit principalement de la teneur limite en oxydes de soufre fixée à 1 700 mg/Nm<sup>3</sup> depuis le 01/01/03. Afin de respecter cette valeur, la société Michelin s'approvisionne dorénavant en fioul lourd TBTS à moins de 1 % de soufre (au lieu du BTS < 2 % S précédemment).

Cette modification est l'occasion également de rectifier deux erreurs figurant dans l'arrêté d'autorisation pour l'alimentation au gaz et qui concernent la vitesse minimale d'éjection (5 m/s au lieu de 9) et la teneur limite en NOx (225 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 150).

### 7) Rejets d'eaux usées

L'arrêté d'autorisation du 5 janvier 2000 fixe des valeurs limites pour les rejets d'eaux usées et détermine les conditions de surveillance de ces rejets.

Des valeurs excessives pour le pH ayant été mesurées au cours de l'année 2001, nous avons demandé à l'industriel de prendre les dispositions nécessaires pour résoudre ce problème. Dans un premier temps une procédure de correction manuelle du pH a été mise en place et fin 2002, un système de régulation automatique du pH a été installé, ainsi qu'une mesure en continu. Cette mesure en continu doit être entérinée, de même que celle de la température.

Actuellement les eaux usées traversent un décanteur-séparateur d'hydrocarbures puis transitent par une lagune avant de rejoindre le collecteur de la zone industrielle. Les différentes analyses effectuées en amont et en aval de cette lagune montrent sa quasi-inefficacité, voire même sa responsabilité dans l'augmentation du pH. Compte tenu des problèmes posés par son entretien, la société Michelin étudie actuellement la possibilité de la remplacer au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2004 par un décanteur plus performant.

Un tel dispositif pouvant assez facilement être complété par une mesure en continu du débit, nous proposons d'imposer une telle mesure, ou tout au moins une estimation journalière des débits, à compter du 31 août 2004, au lieu d'une mesure instantanée tous les 15 jours comme actuellement.

Des améliorations ayant d'autre part été apportées afin de diminuer les consommations d'eaux et d'autres étant encore envisagées prochainement, la limite du débit journalier pourrait être ramenée de 100 à 80 m<sup>3</sup>/j.

### 8) Stockage, emploi et distribution de liquides inflammables

Quelques prescriptions générales relatives à ces activités méritent d'être rajoutées au sein de l'arrêté d'autorisation (installation et équipement des réservoirs, protections électriques, type de chauffage, arrêts automatiques...).

\*\*\*\*\*

Nous proposons donc aux membres du conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté complémentaire ci-joint qui reprend les différentes dispositions évoquées ci-dessus.

Le chef de la 1<sup>ère</sup> subdivision de la Haute-Loire  
Inspecteur des installations classées

L. Lafay

Vu et transmis,  
Clermont-Ferrand, le 30 juin 2003  
Le chef de la Division de l'Environnement Industriel et du Sous-Sol



Gilles Cerisier